

Le génocide mené par le régime d'apartheid israélien contre la population de Gaza se poursuit depuis le 7 octobre. En trois mois, au moins 21600 personnes ont été tuées et plus de 56000 blessées. Cependant, les estimations suggèrent que le nombre réel de décès pourrait dépasser 30000, de nombreuses personnes étant encore ensevelies sous les décombres. Parmi les victimes palestiniennes, il y a au moins 7100 enfants et 106 journalistes.

Environ 1,9 million de personnes ont été contraintes de fuir du nord au sud de Gaza, un nettoyage ethnique dépassant l'échelle de la Nakba de 1947/48. Selon un rapport du Wall Street Journal, il s'agit de la guerre la plus dévastatrice de l'histoire moderne. Du 7 octobre à la mi-décembre, plus de 29000 bombes ont été larguées sur Gaza assiégée. Près de la moitié de tous les bâtiments de Gaza ont subi des dommages ou ont été complètement détruits. L'État colonial d'apartheid d'Israël cible de manière indiscriminée les infrastructures civiles, y compris de nombreux hôpitaux, écoles, mosquées, églises, universités et camps de réfugiés. La population de Gaza manque de tout : nourriture, électricité, eau, carburant, soins médicaux et médicaments.

En Cisjordanie, depuis le 7 octobre, au moins 315 Palestinien.es ont été tué.es dans des pogroms par des colons fascistes et l'armée d'occupation. Depuis l'échange d'otages, le nombre de Palestinien.es emprisonné.es a largement dépassé celui des personnes libérées à cette occasion. Et rien que depuis le 7 octobre, plus de 4800 Palestinien.es ont été arrêté.es en Cisjordanie, en plus des 5200 déjà détenu.es dans les prisons israéliennes avant cette date. Les témoignages récents concordent avec les rapports bien documentés de nombreuses ONG, indiquant que les Palestinien.es de tous âges sont systématiquement torturé.es.

Les crimes de guerre israéliens sont perpétrés aux côtés d'une propagande de guerre largement relayée dans les médias occidentaux. Une rhétorique raciste et islamophobe se répand, et le racisme anti-palestinien est alimenté.

La plupart des politiciens suisses restent silencieux sur ces événements, portant ainsi une responsabilité partielle pour les crimes contre l'humanité infligés au peuple palestinien.

Face à la complicité des pays occidentaux et des médias locaux ainsi qu'à leur silence sur les crimes de guerre israéliens, en tant que société civile, nous nous mobilisons pour exiger que la Suisse plaide également pour :

- Un cessez-le-feu immédiat.
- La levée immédiate du blocus et du siège de Gaza.
- La réactivation du comité de l'ONU contre l'apartheid.
- La libération de tous les prisonnier.ères palestinien.es.
- Des droits égaux pour tous.tes en Palestine historique.
- L'engagement de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU pour des sanctions militaires et économiques contre l'État d'Israël.
- L'arrêt immédiat des investissements dans les entreprises impliquées dans la colonisation israélienne et la politique de sécurité.
- La protection du droit à la liberté de réunion et d'expression en Suisse, la fin des interdictions de manifester et la dépénalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Un génocide se déroule sous nos yeux, soutenu par l'Occident et le gouvernement suisse. Il est de notre responsabilité d'exercer une pression, de descendre dans la rue et de nous organiser contre la guerre, l'apartheid et le colonialisme de peuplement.

Des millions de personnes dans le monde manifestent pour la Palestine. Proclamons avec force ici aussi notre solidarité !

À Bâle, où le premier Congrès sioniste en 1897 a posé les bases du nettoyage ethnique de la Palestine, nous marcherons avec des milliers de personnes le 13 janvier 2024 !

- Nous demandons aux participants de ne porter que le drapeau palestinien, en s'abstenant d'afficher d'autres drapeaux nationaux.
- Aucune forme de racisme, y compris l'islamophobie et l'antisémitisme, ni aucune autre forme de discrimination ne sera tolérée lors de la manifestation.